

Pour une politique économique sérieuse et à la hauteur des enjeux, votons Mélenchon

mercredi 19 avril 2017, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 18 avril 2017).

Plus d'une centaine d'économistes de dix-sept pays à travers le monde appellent les citoyens à se prononcer, dimanche, pour le candidat de La France insoumise.

Alors que la France n'est toujours pas sortie de la stagnation économique qui fait suite à la crise de 2007-2008, Emmanuel Macron et François Fillon veulent poursuivre et intensifier les politiques de coupes dans les dépenses publiques, de démantèlement de l'Etat social et du droit du travail, menées sans relâche par les gouvernements précédents. Ces politiques ne servent que les plus riches. Elles ne conduisent qu'à plonger le pays dans le cercle vicieux du chômage et de la précarité, terreau de la montée du FN dont le faux vernis social peine à cacher la nature profondément raciste et xénophobe et l'incohérence des propositions économiques.

A l'inverse, les solutions proposées par Jean-Luc Mélenchon sont, à nos yeux, les seules capables de répondre aux cinq urgences majeures de notre temps. Elles forment un cadre cohérent et rigoureusement chiffré qui tient compte des équilibres budgétaires, non pas en se lançant dans une course à l'austérité, mais en proposant un programme économique précis et ambitieux reposant sur une plus grande justice fiscale, une politique d'investissement et une émancipation vis-à-vis des marchés financiers.

Correctement proportionné

La première urgence consiste à faire baisser le chômage, qui s'élève aujourd'hui à 10% de la population active et à 25% chez les jeunes actifs. A cet égard, il faut dégager des marges de manœuvre en mettant fin à une dépense inutile et préjudiciable pour la collectivité : la dépense fiscale. Le pacte de responsabilité et le CICE, qui coûteront 41 milliards d'euros aux contribuables en 2017, sont totalement inefficaces en matière d'emploi. En situation d'insuffisance de la demande en France et en Europe, et face au sous-investissement chronique pendant le quinquennat Hollande, l'urgence est à une ambitieuse politique de relance pour stimuler l'activité. Sur ce point, le plan d'investissement de 100 milliards d'euros sur cinq ans proposé par Jean-Luc Mélenchon est correctement proportionné. Il focalise à raison la dépense sur des secteurs essentiels à fort coefficient multiplicateur (transition énergétique, infrastructures scolaires, transports publics, santé, etc.) et qui ne sont pas ou peu soumis à la concurrence internationale ; ces critères garantissent son efficacité comme son financement, conformément aux préconisations d'un récent rapport sur ce thème (Xavier Ragot et Francesco Saraceno dir., « Investissement public, capital public et croissance », 2016, OFCE).

Pour sortir de l'austérité budgétaire et salariale, des mesures comme la revalorisation du Smic, des retraites ou des minima sociaux, ainsi qu'une véritable politique d'égalité salariale femmes-hommes, sont également plus que nécessaires. Combinée à un ambitieux plan de réduction du temps de

travail (sixième semaine de congés payés, application effective des 35 heures, limitation du temps partiel imposé...), la politique d'employeur en dernier ressort de l'Etat et des collectivités publiques proposera une formation et un emploi de qualité à haute valeur ajoutée sociale (construction d'infrastructures, travail avec les associations à but non lucratif, contribution à la transition écologique...) à toute personne voulant et étant capable de travailler : les chômeurs, les personnes qui ont abandonné la recherche d'emploi, les personnes insatisfaites de leur activité à temps partiel, etc.

En agitant le chiffon rouge de l'augmentation des dépenses, les détracteurs de Jean-Luc Mélenchon omettent de nous dire que les nouvelles coupes qu'ils entendent effectuer se traduiront par une nouvelle hausse du chômage et une dégradation des services publics. En engageant un plan de relance que la France et l'UE auraient dû initier depuis longtemps, les rentrées fiscales générées feront au contraire baisser l'endettement public, nous permettant ainsi sortir du piège mortifère de la dette engendrée par les politiques d'austérité.

Révolution fiscale précise et cohérente

La deuxième urgence à laquelle la France doit répondre consiste à enrayer le creusement des inégalités qui intervient depuis les années 90, à mettre fin à l'augmentation vertigineuse des patrimoines des plus riches et à remédier à l'injustice de notre système fiscal. Les inégalités affectent les ménages aussi bien que les entreprises, dont la taxation effective est beaucoup plus élevée pour les PME que pour les grands groupes. Une société plus égalitaire est plus heureuse et plus démocratique. A ce sujet, le programme porté par Jean-Luc Mélenchon prévoit une révolution fiscale précise et cohérente, tant pour les ménages (meilleure progressivité de l'impôt sur le revenu grâce à l'augmentation du nombre de tranches, de cinq à quatorze) que pour les entreprises (baisse de l'impôt sur les sociétés à 25% pour toutes les entreprises, couplée à l'abrogation de nombreuses niches fiscales), ainsi qu'un relèvement de l'imposition du capital. Seule une telle refonte du système fiscal corrigera les phénomènes de rente et la captation des richesses par une minorité, toujours plus restreinte, de privilégiés.

La troisième urgence est industrielle. Il s'agit de combattre la financiarisation de l'économie qui a causé des dommages importants à notre tissu productif et, partant, au secteur tertiaire, souvent dépendant des industries. Pour que nos industries puissent monter en gamme, la dotation et les missions de la Banque publique d'investissement devront être étendues. L'octroi des crédits et les prises de participation doivent sortir de la stricte logique de la rentabilité financière pour privilégier une vision à long terme. Le contrôle du système bancaire français par la Banque de France doit être renforcé et la séparation des banques d'affaires et de dépôt doit être appliquée sans tarder. Les mouvements de capitaux spéculatifs doivent être contrôlés pour que la spéculation cesse de nuire à l'investissement.

L'entreprise doit être refondée et doit avoir comme finalité de produire des biens et des services dans l'intérêt commun de l'ensemble des parties prenantes et non des seuls actionnaires et propriétaires. Le fait de donner à l'entreprise un autre objectif que le seul profit permet de remettre en question la notion, non fondée en droit, de « propriété de l'entreprise », et de faire en sorte que le pouvoir d'entreprendre ne provienne plus de la seule propriété des capitaux. Dans un premier temps, cela passera par l'extension des droits des salariés : droit de veto suspensif du comité d'entreprise sur les procédures de réorganisation et de restructuration ; véritable droit de préemption des salariés en cas de fermeture ou de vente de l'entreprise par les actionnaires.

Convaincante stratégie de désobéissance

Face à l'urgence environnementale et climatique (voir le cinquième rapport du Groupe d'experts

intergouvernemental sur l'évolution du climat de novembre 2014), notre pays doit se donner les moyens de mener une transition écologique crédible et de grande envergure. Une telle bifurcation de notre modèle de production doit nécessairement être amorcée par l'investissement public et requiert une consommation de meilleure qualité. Elle implique de rompre avec la logique financière court-termiste des trois dernières décennies, qui détruit des emplois, brise des millions de vies et contribue à détériorer l'environnement. A cet égard, la planification écologique proposée par Jean-Luc Mélenchon, adossée à la réorientation du crédit et à la constitution d'un pôle public bancaire, est essentielle. Elle améliorera la santé de l'ensemble de la population en augmentant la qualité des biens nécessaires. Dans cette optique, des mesures comme le 100% bio dans les cantines ou la priorité accordée au local sont emblématiques.

Enfin, il est urgent de transformer en profondeur l'absurde édifice des traités européens, qui dépossède les Etats de leurs leviers de politique macroéconomique, les accule à une course au moins-disant social et écologique et à une régression sans fin. Le carcan des traités actuels interdit toute politique de relance et toute politique industrielle, pourtant plus indispensables que jamais pour faire face aux urgences économique, sociale et écologique. La monnaie unique, incomplète, impose aux Etats des ajustements de compétitivité très douloureux sur les plans social et économique.

En Europe, seul l'établissement d'un rapport de force crédible peut permettre d'obtenir une réforme d'ampleur de l'Union économique et monétaire qui garantisse enfin le progrès social et la convergence par le haut pour les peuples européens. Jean-Luc Mélenchon assume sur ce point une convaincante stratégie de désobéissance et de dissuasion. En France, son gouvernement prendra toutes les mesures unilatérales nécessaires à la mise en œuvre de son programme, en s'affranchissant autant que nécessaire de l'application stricte des traités. L'édifice institutionnel européen pourra alors être refondé, et l'euro complété afin de garantir une convergence réelle entre les économies. A défaut, et pour éviter un effondrement à venir, il faudra oser sortir de l'euro pour mieux sauver l'Europe.

En répondant aux cinq urgences économiques majeures de notre temps, le programme économique de Jean-Luc Mélenchon nous donne aujourd'hui l'occasion historique de prouver qu'il y a des alternatives sérieuses, crédibles et désirables aux politiques absurdes menées avec acharnement lors des dernières décennies. Ce programme se réalisera dans le cadre d'une révolution démocratique, soutenue par la mise en place d'une assemblée constituante. Notre pays a aujourd'hui l'opportunité unique de renverser la logique mortifère qui mène l'Europe à l'implosion et de redonner un sens et du souffle au projet européen. Saisissons-la !

Parmi les premiers signataires :

Abecassis Philippe (Université Paris-XIII)

Alary Pierre (Université Lille-I)

Aldred Jonathan (University of Cambridge)

Alonso Gallo Nuria (Universidad Rey-Juan-Carlos, Madrid)

Altzinger Wilfried (University of Economics and Business, Vienna)

Amable Bruno (Université Paris-I)

Appelqvist Orjan (University of Stockholm)

Assous Michael (Université Paris-I)

Auvray Tristan (Université Paris-XIII)

Bachet Daniel (Université d'Evry)

Baron Olivier (Université de Bordeaux)

Bastos Pedro Paulo Zahluth (Universidade de Campinas)

Batifoulier Philippe (Université Paris-XIII)

Bédu Nicolas (Université d'Artois)

Bénicourt Emmanuelle (Université de Picardie)

Berr Eric (Université de Bordeaux)

Berrou Jean-Philippe (Sciences-Po Bordeaux)

Bhaduri Amit (Università di Pavia)

Bousseyrol Marc (Sciences-Po)

Bruyère Mireille (Université Toulouse-II)

Carvalho Laura (Université de São Paulo)

Cayla David (Université d'Angers)

Chang Ha-Joon (University of Cambridge)

Clévenot Mickaël (Université de Bourgogne)

Concialdi Pierre

Cordonnier Laurent (Université Lille-I)

Coris Marie (Université de Bordeaux)

Da Silva Nicolas (Université Paris-XIII)

Dallery Thomas (Université du Littoral)

De Conti Bruno (Universidade de Campinas)

Dellemotte Jean (Université Paris-I)

Demirovic Alex (Goethe University, Frankfurt am Main)

Dimsky Gary (Leeds University Business School)

Diop Amadou Makhourédia (Université de Thiès, Sénégal)

Domin Jean-Paul (Université de Reims)

Dörre Klaus (Friedrich Schiller University, Iéna)

Douai Ali (Université de Nice)

Durand Cédric (Université Paris-XIII)

Dutt Amitava (University of Notre Dame, USA et FLACSO, Equateur)

Ehnts Dirk (Technical University Chemnitz)

Elsner Wolfram (University of Bremen)

Etievant Guillaume (expert auprès des CE)

Evans Trevor (Berlin School of Economics and Law)

Eydoux Anne (CEET, CNAM)

Fall François (Université de Toulouse)

Fine Ben (School of Oriental and African Studies (SOAS) Londres)

Fontana Giuseppe (University of Leeds)

Friedman Gerald (University of Massachusetts, Amherst)

Gadreau Maryse (Université de Bourgogne)

Généreux Jacques (Sciences-Po Paris)

Ghirardello Ariane (Université Paris-XIII)

Gillig Philippe (Université de Strasbourg)

Guerrien Bernard (Université Paris-I)

Gun Ozgur (Université de Reims)

Guy Yann (Université Rennes-II)

Harari-Kermadec Hugo (ENS Paris-Saclay)

Harnay Pétronille (Ifsttar)

Harribey Jean-Marie (Université de Bordeaux)

Hoang Ngoc Liem (Université Paris-I)

Husson Michel

Isla Anne (Université de Toulouse)

Issehnane Sabina (Université Rennes-II)

Jäger Johannes (University of Applied Sciences BFI Vienna)

Jespersen Jesper (Roskilde University)

Kapeller Jakob (University of Duisburg-Essen)

Keen Steve (Kingston University)

Khalfa Pierre (ancien membre du Conseil économique, social et environnemental)

Kinsella Stephen (University of Limerick)

Konzelmann Suzanne (London Centre for Corporate Governance and Ethics)

Lahille Eric (Université Paris-Est)

Lang Dany (Université Paris-XIII)

Lapavistas Costas (London School of Economics)

Lavoie Marc (Université Paris-XIII)

Légé Philippe (Université de Picardie)

Lizé Laurence (Université Paris-I)

Longuet Stéphane (Université de Picardie)

Luengo Fernando (Universidad Complutense, Madrid)

Marie Jonathan (Université Paris-XIII)

Marques Pereira Jaime (Université de Picardie)

Mason Paul (Auteur de Postcapitalism, a Guide to Our Future)

Math Antoine

Mattei Clara Elisabetta (New School for Social Research, New York)

Maucourant Jérôme (Université Jean-Monnet, Saint-Etienne)

Mello Guilherme Santos (Université Campinas)

Montalban Matthieu (Université de Bordeaux)

Morin François (Sciences-Po Toulouse)

Olguin Alfredo (Universidad Nacional Autónoma de México)

Ötsch Walter (Cusanus Hochschule, Institut of Economics)

Palloix Christian (Université de Picardie)

Palombarini Stefano (Université Paris-VIII Saint Denis)

Parel Véronique (Université Paris-I)

Pessa Gonçalo (Banco de Portugal)

Pignol Claire (Université Paris-I)

Piluso Nicolas (Université Toulouse-III)

Poinsot Philippe (Université Paris-I)

Pollin Robert (University of Massachusetts, Amherst)

Ponsot Jean-François (Université de Grenoble)

Prates Daniela Magalhães (Université Campinas)

Raghavendran Srinivasan (National University of Ireland Galway)

Ramaux Christophe (Université Paris-I)

Rigaudiat Jacques (Ex-conseiller de Rocard et de Jospin)

Rísquez Ramos Mario (Economistas sin Fronteras Foundation)

Rocha Marco Antonio M. (Université Campinas, Brésil)

Rochon Louis-Philippe (Université de Sudbury, Canada)

Rossi Pedro (Université Campinas, Brésil)

Rossi Sergio (Université de Fribourg, Suisse)

Salais Robert (Ecole normale supérieure, Paris-Saclay)

Saludjian Alexis (Université de Rio de Janeiro)

Sawyer Malcolm (University of Leeds)

Scholz-Wäckerle Manuel (University of Economics and Business, Vienna)

Seppecher Pascal (Université Paris-XIII)

Setterfield Mark (New School for Social Research, New York)

Shaikh Anwar (New School for Social Research, New York)

Skidelsky Robert (Warwick University)

Solipa Carvalho Izaura (Portuguese Association of Political Economy, Apep)

Steinhardt Paul (Editor Makroskop, Wiesbaden, Germany)

Stockhammer Engelbert (Kingston University, Kingston Upon Thames) UK

Treillet Stéphanie (Université Paris-Est Créteil)

Tridico Pasquale (University Roma-III)

Trillo David (Universidad Rey Juan Carlos, Madrid)

Tymoigne Eric (Lewis and Clark College, Portland)

Vakulabharanam Vamsi (University of Massachusetts, Amherst)

Vallageas Bernard (Université Paris-Sud)

Veronese Passarella Marco (University of Leeds)

Vicent Valverde Lucía (Universidad Complutense, Madrid)

Vilariño Ángel (Universidad Complutense, Madrid)

Villemot Sébastien

Vivien Franck-Dominique (Université de Reims)

Zezza Gennaro (University of Cassino)

Zinn Karl Georg (RWTH Aachen)

P.-S.

*

http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/04/18/pour-une-politique-economique-serieuse-et-a-la-hauteur-des-enjeux-votons-melenchon_1563456